

Décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique et notamment son article 30,

Le Conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1^{er}. — Pour assurer un équilibre harmonieux dans la fonction publique en conformité avec les règles édictées par le statut général de la fonction publique et par les textes pris pour son application, les projets de statuts particuliers ainsi que les textes réglementaires relatifs soit à la situation des personnels visés à l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 susvisée, soit au régime de traitement, de prévoyance sociale, de pensions ou à l'octroi de primes et indemnités de toute nature, sont soumis aux visas des ministres chargés respectivement de la fonction publique et des finances.

Art. 2. — Les concours et examens donnant accès aux emplois régis par le statut général de la fonction publique, soit directement, soit par la voie d'écoles de formation spécialisée, sont ouverts par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre intéressé, après avis du ministre chargé des finances.

Les arrêtés prévus à l'alinéa précédent précisent notamment :

- 1° la désignation de l'emploi auquel le concours ou l'examen ouvre accès,
- 2° la date précise du déroulement du concours ou de l'examen,
- 3° les conditions d'âge et de titre qui seront exigées,
- 4° le nombre total de places offertes et éventuellement leur répartition dans le cadre de l'application de dispositions législatives ou réglementaires et notamment celles relatives aux emplois réservés,
- 5° la composition détaillée du dossier de candidature,
- 6° les dates d'ouverture et de clôture des inscriptions ainsi que l'adresse exacte à laquelle les dossiers doivent parvenir,
- 7° la nature des épreuves imposées aux candidats (matières, durées, coefficients, notes éliminatoires),
- 8° la composition organique du jury,
- 9° toutes dispositions relatives à la nomination et à l'affectation des candidats admis,
- 10° le programme détaillé de l'examen ou du concours considéré qui devra être annexé à l'arrêté sus-mentionné.

Art. 3. — Les arrêtés prévus à l'article précédent sont publiés au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire au moins deux mois avant la date limite du dépôt des candidatures.

Art. 4. — La liste des candidats admis à concourir fait l'objet d'une publication selon des modalités fixées par le statut particulier de chaque corps.

Art. 5. — La composition organique des jurys de titularisation prévus à l'article 29 de l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 susvisée, fait l'objet d'une publication selon des modalités fixées par le statut particulier de chaque corps.

Art. 6. — Les décisions de nomination, titularisation, promotion et cessation de fonctions des fonctionnaires nommés par décret, sont prises après les visas réglementaires requis et publiés au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Les décisions de nomination, titularisation, promotion et cessation de fonctions des fonctionnaires autres que ceux

visés au précédent alinéa, sont prises après les visas réglementaires requis et publiées selon les modalités fixées par chaque statut particulier, soit au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, soit dans la revue de la fonction publique ou dans les bulletins officiels dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre intéressé.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 juin 1966.

Houari BOUMEDIENE.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n° 81-114 du 6 juin 1981 modifiant le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires.

Le Président de la République,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 portant statut général du travailleur en son article 216 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 62-41 du 18 septembre 1962 relative à l'application de certains textes ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Décrète :

Article 1er. — Nonobstant les dispositions de l'article 6 du décret n° 66-145 du 2 juin 1966 susvisé, sont soumis au visa préalable de l'autorité chargée de la fonction publique, les actes individuels portant sur :

- 1) les décisions de nomination ;
- 2) les décisions portant détachement auprès des organismes non soumis au statut général de la fonction publique ;
- 3) les décisions de cessation de fonctions.

Art. 2. — L'autorité chargée de la fonction publique ou son représentant au niveau local, selon le cas, sont obligatoirement rendus destinataires d'une copie de chaque décision prononçant l'une des autres mesures non soumises au visa préalable.

Dans ce cas, il est assuré un contrôle *a posteriori*, qui permet dans les deux mois à dater de la réception du document, à l'autorité chargée de la fonction publique ou à son représentant au niveau local, de faire procéder à la révision de la mesure prononcée.

La nouvelle décision est substituée à la décision initiale avec tous les effets de droit qui lui sont attachés.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 6 du décret n° 66-145 du 2 juin 1966 susvisé demeurent en vigueur, sauf en ce qu'elles ont de contraire à celles du présent décret.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 juin 1981.

Chadli BENDJEDID.



Décret exécutif n° 95-126 du 29 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 29 avril 1995 modifiant et complétant le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires.

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 81-114 du 6 juin 1981, modifiant et complétant le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques et l'ensemble des textes pris pour son application ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-226 du 25 juillet 1990, modifié et complété, fixant les droits et obligations des travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret n° 66-145 du 2 juin 1966, susvisé.

Art. 2. — *L'article 6* du décret n° 66-145 du 2 juin 1966 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 6. — L'ensemble des actes individuels se rapportant à la gestion des carrières des fonctionnaires et agents publics de l'Etat sont dispensés du visa préalable de l'autorité chargée de la fonction publique.

Ces actes sont pris par l'autorité investie du pouvoir de nomination et sont publiés dans les conditions et selon les modalités qui seront fixées par voie réglementaire".

Art. 3. — Les dispositions du décret n° 66-145 du 2 juin 1966 susvisé sont complétées par les articles 6 bis, 6 ter, 6 quater, 6 quinte et 6 sixte, suivants :

"Art. 6 bis. — Dans le cadre de la gestion des carrières des fonctionnaires et agents publics de l'Etat prévus à l'article 6 ci-dessus, les institutions et administrations publiques, sont tenues d'établir un plan annuel de gestion des ressources humaines, en fonction des disponibilités budgétaires et des dispositions statutaires et réglementaires en vigueur.

Le plan de gestion prévu à l'alinéa précédent a pour objet, d'arrêter les opérations devant être réalisées au cours de l'année budgétaire et notamment celles relatives :

- aux recrutements,
- aux promotions,
- à la formation, perfectionnement et recyclage,
- aux mises à la retraite.

Le plan de gestion est arrêté conjointement par l'institution ou l'administration concernée et les services de l'autorité chargée de la fonction publique dès la détermination des effectifs budgétaires et ce, préalablement à sa mise en œuvre.

Le plan de gestion est complété ou modifié dans les mêmes formes et procédures".

"Art. 6 ter. — Dans le cadre de leurs attributions, les services relevant de l'autorité chargée de la fonction publique exercent un contrôle à posteriori sur l'exécution du plan de gestion et sur la légalité des actes individuels pris dans ce cadre.

A ce titre, ils sont habilités à procéder à toute vérification sur pièces et/ou sur place d'une manière inopinée ou après notification. A cet effet, les services relevant de l'autorité chargée de la fonction publique peuvent demander la communication de tout acte ou document justificatif afférent à la gestion des ressources humaines de l'institution ou de l'administration publique concernée.

Le contrôle à posteriori prévu ci-dessus donne lieu à l'établissement, par les services de l'autorité chargée de la fonction publique, d'un rapport.

Ce rapport portant sur une évaluation précise de l'exécution du plan de gestion annuel de l'institution ou de l'administration publique concernée est adressé à l'ensemble des parties concernées, notamment l'autorité ayant pouvoir de nomination, l'autorité de tutelle et les services compétents du ministre chargé du budget".

"Art. 6 quater. — Les services relevant de l'autorité chargée de la fonction publique sont obligatoirement rendus destinataires d'une ampliation de l'ensemble des décisions se rapportant à la gestion des carrières des fonctionnaires et agents publics de l'Etat et ce dans un délai de dix (10) jours qui suit la date de signature des dites décisions".

"Art. 6 quinte. — Sous réserve des dispositions de l'article 6. sixte, ci-dessous, cette procédure n'est pas suspensive de l'exécution des décisions concernées.

Toutefois, la responsabilité de l'autorité ayant pouvoir de nomination demeure engagée pour toute décision irrégulière.

Celle-ci peut donner lieu à des poursuites pénales lorsqu'elle constitue une infraction prévue par le code pénal et/ou à des sanctions disciplinaires prévues par la législation et la réglementation en vigueur".

"Art. 6. sixte. — Les services relevant de l'autorité chargée de la fonction publique sont tenus de faire procéder à la révision par l'autorité concernée de toute décision contraire aux dispositions statutaires et réglementaires en vigueur.

Dans ce cadre, l'institution ou l'administration publique ayant fait l'objet d'une saisine par les services relevant de l'autorité chargée de la fonction publique, doit procéder impérativement à la suspension des effets de la décision concernée et à sa révision en conformité avec les dispositions statutaires et réglementaires en vigueur.

A cet effet les services relevant de l'autorité chargée de la fonction publique sont rendus obligatoirement destinataires d'une ampliation de la nouvelle décision qui se substitue à la décision initiale avec tous les droits qui lui sont attachés.

La nouvelle décision prend effet à compter de la date de saisine de l'institution ou de l'administration publique concernée par les services relevant de l'autorité chargée de la fonction publique.

Les services de l'autorité chargée de la fonction publique, peuvent en tant que de besoin, procéder en relation avec le contrôleur financier ou le comptable public de l'institution ou de l'administration publique concernée à l'établissement d'un point de situation sur l'exécution des demandes de révision formulées conformément à l'alinéa "1" ci-dessus.

Art. 4. — Les actes individuels relatifs à la carrière des travailleurs exerçant une fonction supérieure de l'Etat, demeurent soumis aux règles et procédures en vigueur.

Art. 5. — Nonobstant les dispositions de l'article 6 ci-dessus, à titre transitoire, les actes de gestion de personnels relevant de l'administration communale, demeurent soumis au visa préalable de contrôle de légalité relevant des services de la fonction publique jusqu'à la date du 31 décembre 1996.

Art. 6. — Des instructions de l'autorité chargée de la fonction publique préciseront en tant que de besoin les modalités d'application des dispositions du présent décret.

Art. 7. — Sont abrogées les dispositions du décret n° 81-114 du 5 juin 1981, susvisé, ainsi que les dispositions contraires du décret n° 85-59 du 23 mars 1985 et du décret exécutif n° 90-226 du 25 juin 1990, susvisés, contraires à celles du présent décret.

Art. 8. — Le présent décret prendra effet à compter du 1er juillet 1995 et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 29 avril 1995.

Mokdad SIFI.